ainsi des emplois. C'est ce qu'on appelle la théorie des répercussions en cascade. Pour l'exprimer d'une façon que le député de Bow River (M. Taylor) comprendra très bien, si l'on donne beaucoup d'avoine au cheval, le moineau finira par en avoir un peu. Le député de Bow River sait cependant aussi qu'il doit regarder où il pose les pieds. Je crains que le gouvernement du Canada n'ait pas pris cette précaution. Ce qui est malheureux, c'est que cela crée une situation qui nous touche tous.

La théorie des répercussions en cascade n'a pas donné les résultats attendus. Elle n'a pas créé d'emplois. Examinons quelques chiffres qui le prouvent. Je lis encore une fois un passage du numéro de janvier 1985 de la publication *Canadian Business*, qui n'est certes pas gauchissante.

Selon les chiffres du gouvernement, les sociétés qui obtiennent le plus d'avantages fiscaux produisent le moins de nouveaux emplois en retour. Tandis que le secteur de la petite entreprise crée maintenant la totalité des nouveaux emplois au Canada, la grande entreprise, c'est-à-dire les sociétés dont le revenu imposable est supérieur à 5 millions de dollars, ont profité de 77 p. 100 des 26 milliards de dollars accordés en concessions fiscales aux sociétés. En outre, tandis que les amortissements totaux des sociétés augmentaient en moyenne de 84 p. 100 entre 1975 et 1980, ils se sont accrus de 360 p. 100 pour 1 p. 100 d'entre elles, soit les plus grosses.

Encore une fois, ceux qui obtiennent toutes les concessions ne font rien pour aider les travailleurs du Canada. Ces sociétés ne créent pas d'emplois. Qu'est-ce qui se passe? Ce ne sont pas les petites entreprises qui reçoivent les allègements fiscaux. En fait, leur taux d'imposition était de 22.6 p. 100 en 1977 alors que celui des grandes entreprises n'était que de 18.2 p. 100. En 1981, la situation n'avait pas beaucoup changé. Le taux d'imposition réel des petites entreprises était de 22.3 p. 100 cette année-là. Ce sont les petits qui créent les emplois mais ce sont les gros qui reçoivent tous les allègements fiscaux.

Si les ministériels voulaient sérieusement instaurer une certaine justice économique dans ce pays et réduire le déficit, ils attaqueraient les gros. Pourquoi ne pas aller chercher les recettes qu'il y a à prendre chez ceux qui prélèvent des milliards de dollars sur les richesses du pays. Qu'ils paient. Les députés d'en face oseront-ils intervenir? J'en doute. Monsieur le Président, ce sont ceux qui paient qui font la loi. Qui a financé la dernière campagne électorale des conservateurs en faisant toutes sortes de dons? Les ministériels ne songeraient jamais à mordre la main qui les a nourris, monsieur le Président. Après tout, ils ont une dette envers les sociétés pétrolières, les banques et envers ceux qui profitent des reports d'impôts et de l'amortissement rapide et qui finissent par payer environ 14.3 p. 100 d'impôts en réalité.

M. Reimer: C'est ridicule!

M. de Jong: Le député a dit que c'était ridicule. Quelle autre explication a-t-il?

Je reviens à la déclaration des évêques. D'après le passage que j'ai cité, les évêques disent essentiellement que la doctrine de la droite selon laquelle l'acroissement de la rentabilité doit être le moteur de la reprise économique ne donnera rien et qu'elle n'a rien donné. Nous pouvons étayer cette affirmation des évêques avec les statistiques et les faits dont j'ai parlé.

Les gros qui profitent de tous les allègements fiscaux ne créent pas d'emplois en réalité. D'après les évêques, les grandes entreprises ne consacrent pas l'argent qu'elles économisent

Impôt sur le revenu—Loi

grâce aux allègements fiscaux à la création d'emplois mais elles le réinvestissent à l'étranger. Les chiffres le prouvent. Depuis quelques années, les sommes investies à l'étranger augmentent. De 1979 à 1983, on a investi en moyenne 3,688 millions à l'étranger tandis que de 1974 à 1978, les investissements à l'étranger se chiffraient en moyenne à 675 millions. Cela représente une augmentation de 646 p. 100. Nous voyons où va l'argent.

Par ailleurs, nous voyons qu'une bonne partie des économies supplémentaires réalisées grâce à l'amortissement et aux allègements fiscaux servent à des fusions. Depuis quelques années, leur nombre a énormément augmenté. On a consacré en moyenne 520 millions par an aux fusions entre 1979 et 1983, alors qu'au début des années 1970, de 1974 à 1978, on n'y avait consacré en moyenne que 343 millions par année. Ces richesses supplémentaires ne servent pas à créer des emplois. On les investit à l'étranger ou dans des fusions.

Je voudrais en revenir encore une fois à la déclaration des évêques. Voici ce qu'ils ont dit:

Il n'y a rien de «normal» ou de «naturel» dans les taux de chômage actuels. En effet, un chômage aussi massif, privant les personnes de la dignité du travail humain ainsi que d'un revenu familial suffisant, constitue une véritable plaie sociale. Il est, à son tour, source de nombreux problèmes économiques importants, occasionnant une diminution de la productivité, une baisse de la consommation de biens, des revenus publics inférieurs ainsi que des coûts croissants de sécurité sociale. Aussi devient-il nécessaire d'élaborer une stratégie qui mette avant tout l'accent sur la lutte contre le chômage par une stimulation de la production et la création d'emplois permanents dans les secteurs de base; par la mise en œuvre d'un programme de contrôle de l'inflation plus équilibré et plus équitable; et enfin, par le maintien des programmes de soins de santé, des mesures de sécurité sociale et d'aide spéciale.

M. le vice-président: Je regrette d'interrompre le député, mais j'ai l'impression qu'il s'agit d'un rappel au Règlement sur la question du temps.

[Français]

M. Claude Lanthier (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur le Président, je vous remercie beaucoup de me donner l'occasion de parler brièvement sur cette motion. Je crois qu'il ne me reste que deux minutes. Je voudrais simplement dire que le niveau de la dette publique est l'aspect de la situation économique que soulève cette question. L'honorable député de Halifax-Ouest (M. Crosby) caractérise à juste titre cette dette massive dans sa motion. Le niveau de la dette est très élevé. Le fardeau qu'elle impose au gouvernement est important. Elle limite la marge de manœuvre du gouvernement dans la gestion la plus avantageuse possible de ses activités financières. Elle freine effectivement toute l'activité économique. J'espère que l'honorable député de Halifax-Ouest ne croit pas que la proposition qu'il a faite est sensiblement différente de la disposition actuelle de la loi. J'espère démontrer ou j'aurais espéré démontrer...

[Traduction]

M. de Jong: Monsieur le Président, s'agit-il d'un rappel au Règlement?

M. le vice-président: Non, ce n'en est pas un. C'était à propos de la question du temps. Le temps de parole du député est expiré. Le secrétaire parlementaire poursuit le débat.